

« Les Britanniques ne font rien comme tout le monde. »

En Angleterre, tout est à l'envers.

George Mike, *How To Be A Brit*, 1984

Le coronavirus met à mal le mythe de l'exception britannique.

Fintan O'Toole, *The Guardian*, 11 avril 2020

La conduite à gauche, les livres sterling, les uniformes à l'école, les prises électriques carrées, les cordons pour allumer la lumière, les files d'attente bien ordonnées, les robinets d'eau sans mitigeur, le système de mesure impérial... Les Britanniques, décidément, ne font rien « comme tout le monde ». Si bien qu'en Europe, le Royaume-Uni fait presque figure de pays exotique, ou à tout le moins de contrée où de nombreux gestes du quotidien diffèrent de ceux du continent. À l'heure de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, ces différences culturelles prennent une dimension politique. Elles nourrissent un discours, des deux côtés de la Manche, qui tient du déterminisme : le Brexit ne serait finalement que la suite logique de l'exceptionnalisme britannique. Il s'agit là d'une lecture politique de pratiques culturelles dénuées en elles-mêmes de tout substrat idéologique. La séparation des robinets d'eau chaude et d'eau froide surprendra certes la touriste française en voyage à Glasgow, mais ces arrangements plombiers en

tant que tels ne lui diront pas grand-chose des habitudes politiques écossaises. Mais prises dans leur ensemble, ces particularités dessinent aussi un portrait de la culture britannique. C'est donc sur le terrain de l'identité culturelle que l'on s'aventure ici, au sens d'un ensemble de pratiques qui varient par rapport à celles d'autres aires géographiques, de façon suffisamment significative pour distinguer les Britanniques des autres peuples. Pourquoi ces spécificités, dont les origines sont à explorer, prennent-elles des allures de marqueurs identitaires forts ?

Aux origines de chaque spécificité britannique

Pour se livrer à une généalogie de ces spécificités culturelles, deux chemins sont possibles. Premier itinéraire généalogique : faire l'histoire, une à une, de ces pratiques. On découvre alors un monde de débats, de supputations et d'explications plus ou moins fantaisistes, plus ou moins éclairantes. Ainsi la conduite à gauche, matérialisée par le panneau « *Drive on left* », serait-elle la persistance d'une pratique médiévale, supprimée en France par Napoléon. Pour les cavaliers, majoritairement droitiers, il valait alors mieux que leur monture tienne la gauche, afin de pouvoir promptement sortir leur épée de son fourreau en cas de rencontre inopportune. Du côté de la salle de bain, c'est la mise en place de régulations en matière d'hygiène et de sécurité (*health & safety*) qui est à l'origine de l'utilisation de cordons en lieu et place d'interrupteurs (pour éviter les électrocutions). Cette attention à la sécurité des installations électriques date de la fin du XIX^e siècle. En 1882 paraît la première édition de ces « Prérequis concernant les installations électriques », BS 7671 dans la nomenclature des

régulations. Ces « *regs* » ont été régulièrement mises à jour depuis, jusqu'à leur 18^e édition en février 2020. C'est un même souci sanitaire qui explique la séparation des robinets d'eau chaude et d'eau froide (pour éviter la contamination de l'eau de boisson) et ce malgré l'invention du mitigeur par un Canadien en 1880 et l'émerveillement de Churchill devant celui qu'il découvrit en Russie en 1942, consigné dans ses Mémoires.

La construction d'une identité culturelle propre

Revenons alors sur nos pas, pour prendre le second itinéraire généalogique : tenter d'expliquer, non plus une par une, mais toutes ensemble, les pratiques britanniques qui diffèrent des habitudes continentales, en se plaçant dans une perspective d'histoire de l'identité nationale. C'est l'objet de l'ouvrage de l'historienne Linda Colley pour qui la *Britishness* prend forme entre l'*Act of Union* de 1707 par lequel l'Écosse rejoint l'Angleterre pour former la Grande-Bretagne et l'accession au trône de la Reine Victoria en 1837. Le best-seller, paru en 1992 et intitulé *Britons: Forging the Nation 1707-1837*, avance que le sentiment d'appartenance à une identité britannique partagée s'est construit autour de caractéristiques propres au Royaume-Uni, comme son territoire insulaire ou son histoire religieuse marquée par la rupture avec le catholicisme et la création de l'Église anglicane en 1534. Mais son analyse fait également de la construction identitaire un phénomène réactif. D'après Colley, le royaume s'est uni contre d'autres, et en particulier contre la France, puisque de nombreux conflits ont opposé les deux pays, depuis la guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre (1337-1453) aux guerres napoléoniennes. Dans cette

perspective, l'insularité renforce l'opposition avec l'ennemi continental, et l'anglicanisme sert aussi à se distinguer du catholicisme français.

L'histoire Whig

L'histoire Whig, ou la « conception Whig de l'histoire » est une expression inventée par l'historien Henry Butterfield en 1931 dans un essai du même nom. Péjorative, elle désigne un certain courant historiographique. Dans cette perspective, l'histoire est une marche incontestable vers le progrès, incarnée par le développement de la monarchie parlementaire au Royaume-Uni – d'où l'expression « Whig », du nom de l'ancêtre du Parti libéral britannique, parlementariste. Le livre humoristique *1066 And All That*, publié dans les années 1930 par W. C. Sellar et R. J. Yeatman, raconte l'histoire de l'Angleterre en tournant en dérision les caractéristiques de l'histoire Whig (et le résultat est à la fois hilarant et implacable) : dans leur satire, l'histoire anglaise est jalonnée d'événements mémorables, partagée entre les Gentils et les Méchants et les auteurs remercient en exergue le « Grand Peuple Britannique, dont la détermination et le sens du sacrifice lui ont permis de devenir la Meilleure des Nations ». L'histoire Whig n'est donc pas seulement manichéenne et souvent téléologique. Elle est aussi nationaliste et, si elle eut ses heures de gloire au XIX^e siècle, il ne fait aucun doute qu'on en trouve des traces jusque dans des travaux actuels.

De l'exceptionnalité à l'incompatibilité

Cette idée d'une construction de l'identité nationale par contraste avec d'autres se retrouve dans les discours politiques actuels, qui mobilisent le schème de l'insularité britannique dans le débat sur la place du Royaume-Uni dans l'Union européenne et dans le monde. Le discours dans lequel David Cameron, alors Premier ministre, annonça qu'il était en faveur de l'organisation d'un référendum sur

la sortie de l'Union, le 23 janvier 2013, en est un exemple saisissant : « Et il est vrai que notre géographie a façonné notre psychologie. Nous avons la personnalité d'un peuple insulaire : indépendant, franc, passionné lorsqu'il s'agit de défendre notre souveraineté. Nous ne pouvons pas plus changer cette sensibilité britannique que nous ne pouvons drainer la Manche. » L'insularité géographique devient incompatible avec l'euroanéité. Il n'est pas le seul à faire de ce récit de l'exceptionnalisme britannique un usage euro-sceptique. En mai 2015, à l'aube du débat sur le Brexit, un groupe d'historien-ne-s forme un collectif baptisé *Historians for Britain*. Leur projet est d'insister sur l'incompatibilité du Royaume-Uni avec le reste de l'Europe, due selon elles et eux à la façon dont s'est construit le royaume. La continuité serait au cœur de son histoire, par opposition à la rupture, caractéristique intrinsèquement continentale. Le mythe de l'exceptionnalisme britannique devient, sous leur plume, un argument en faveur de la sortie de l'Union européenne.

Des voix britanniques critiques

Les réactions au manifeste exceptionnaliste et euro-sceptique des *Historians for Britain* furent vives parmi leurs collègues. Deux d'entre elles et eux lancèrent dans les jours suivants un projet concurrent, intitulé *Historians for History*. Leur contre-manifeste paraît le 18 mai 2015 dans *History Today* sous le titre « Brouillard sur la Manche, historien-ne-s isolé·e-s » (« *Fog in Channel, Historians Isolated* »), jouant sur le trope euro-sceptique d'une frontière non seulement maritime avec le continent, mais aussi idéologique. Ils et elles défendent l'idée que l'exceptionnalisme britannique est une construction au service des discours nationalistes.

Ils et elles montrent notamment que la thèse d'une histoire britannique caractérisée par la continuité, la concorde et le progrès impose de passer sous silence des épisodes majeurs de l'histoire du pays, en particulier de l'histoire écossaise et irlandaise. Ce débat historiographique pourrait sembler anecdotique ; il ne l'est pas. Il démontre que cette évidence de l'exceptionnalité n'en est pas une, et qu'au sein même du Royaume-Uni, sa célébration est un enjeu politique. En particulier, les mouvements antiracistes ou décoloniaux dénoncent les tonalités impérialistes de l'exceptionnalisme. Le mouvement Black Lives Matter, dans son expression britannique, dénonce non seulement les violences policières envers les Noir·e·s, mais aussi le nationalisme, et avec lui la glorification du passé impérial. C'est dans cette optique qu'il faut lire la mise à terre, puis à la mer, de la statue d'Edward Colston, entrepreneur anglais qui s'enrichit par le commerce triangulaire au XVII^e siècle, le 7 juin 2020 dans le cadre d'une manifestation à Bristol suite à la mort de George Floyd, ou encore la critique du chant patriotique *Rule Britannia*.

Les nombreux visages de l'exceptionnalisme britannique

Il serait en effet erroné de penser que le Brexit a réglé une fois pour toutes la question de l'identité britannique, qu'une fois la décision prise, l'insularité a retrouvé une définition purement géographique et perdu ses connotations nationalistes. Le débat public britannique regorge de polémiques à ce sujet. L'utilisation du thème de l'exceptionnalisme est, pour ses pourfendeurs, caractéristique d'une frange de la classe politique britannique, jugée trop conservatrice, trop élitiste, trop arrogante. Boris Johnson et son gouvernement

sont ainsi critiqués sur leur gauche pour leur politique sanitaire aux premières heures de l'épidémie de coronavirus, au prisme de la revendication d'exceptionnalité. Le journaliste Musa Okwonga, dans les pages du média indépendant *Byline Times*, ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit « [qu'on] ne peut pas chanter *Rule Britannia* à un virus ». Pour lui, comme pour d'autres commentateurs, le fait que le gouvernement britannique ait initialement envisagé une stratégie d'immunité collective (*herd immunity*) est avant tout un choix politique, révélateur de l'exceptionnalisme britannique, cette tendance des Brits à se penser non seulement différent·e·s, mais aussi supérieur·e·s aux autres peuples. Cette lecture d'une politique sanitaire montre à quel point la question identitaire est centrale et brûlante. Au fond, tandis que les Européen·ne·s du continent sont amené·e·s, avec le Brexit, à observer les particularités britanniques avec un mélange d'amusement, d'agacement et d'attendrissement, les Britanniques sont quant à elles et eux aux prises avec celles-ci de manière beaucoup moins distanciée.

La polémique autour de *Rule, Britannia !*

Rule, Britannia ! est un chant patriotique britannique écrit par James Thomson dans les années 1740. À l'époque, il est mis en musique par Thomas Arne et constitue le final d'un masque, forme de spectacle de cour, consacré à Alfred le Grand, roi des Anglo-Saxons qui défendit l'Angleterre du ^{IX} siècle contre les invasions danoises. Aujourd'hui, le chant est surtout connu pour être interprété lors de la soirée de clôture du festival de musique classique organisé annuellement par la BBC, les Proms. Au cours de cette soirée de septembre retransmise en direct à la télévision, le Royal Albert Hall, à Londres, fait salle comble. Le public agite des drapeaux britanniques et reprend en chœur le refrain « La

Grande-Bretagne règne sur les mers, les Britanniques ne seront jamais des esclaves ! ». En 2020 émerge une question, d'abord soulevée dans les colonnes du magazine musical de la BBC : faut-il ou non perpétuer cette tradition en plein mouvement Black Lives Matter ? Plutôt que de clamer la dominance britannique, l'heure ne serait-elle pas plutôt à faire amende honorable concernant le passé esclavagiste du pays ? Quelques jours avant la cérémonie de clôture, la droite s'empare du sujet et le monte en épingle. Boris Johnson intervient dans le débat, fustige ce qu'il qualifie d'auto-flagellation, de honte mal placée vis-à-vis de l'histoire et de la culture britanniques. La gauche antiraciste l'accuse de faire diversion, se défend d'avoir lancé ce sujet, liste ses propres priorités politiques. Finalement, la BBC décide que le chant incriminé sera chanté. Mais la crise sanitaire interdit la présence du public, diminuant considérablement la portée du moment en termes d'exaltation du sentiment national. La polémique s'éteint, pour l'instant.